

## Conversation européenne #9

Le 22 janvier 2019

### Europe 2019 : réflexions, espoir et craintes pour une année cruciale



**Shahin Vallée**, économiste au LSE Institut

**Clémentine Forissier**, Rédactrice en chef de Contexte Paris

**Daniel Mouchard**, Professeur de Science Politique à la Sorbonne-Nouvelle Paris III.

**Edouard Gaudot**, EuropaNova (modérateur)

2019 année cruciale? Edouard Gaudot introduit cette 9<sup>e</sup> *Conversation européenne* en exposant le grand moment politique que constitueront les élections européennes mais également, la séquence de désignation de la Commission européenne et des « top jobs » ; les principaux centres de pouvoir de l'Union européenne (UE) que sont la présidence du Conseil de l'UE, la présidence de la Commission et le poste de Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et finalement, la présidence du Parlement Européen. Les élections qui s'annoncent posent de lourdes et d'inquiétantes questions quant à l'état de la démocratie au sein des institutions européennes et des États membres.

Pour étayer ce constat, **Daniel Mouchard** propose deux réflexions. La première porte sur la progression du « populisme » qui semble marquer la dynamique politique au sein de l'Union européenne, les comportements électoraux, la structuration des institutions européennes et en particulier, le Parlement européen - à tel point qu'il dépasse le clivage droite-gauche. On constate le succès des mouvements populistes dans de nombreux États membres : Italie, Hongrie, Pologne, Autriche, Espagne. Cette émergence du populisme ainsi que son contenu idéologique sont

toutefois extrêmement variables et hétérogènes, reposant sur des discours très différents. Il importe donc de souligner le point commun de ces forces politiques, à savoir que le populisme est une stratégie de conquête politique et une façon de construire une offre différente de celle proposée par les partis traditionnels vis-à-vis des citoyens.

Le Professeur de Science politique rappelle que le populisme est, en ce sens, avant tout un mode de construction d'un « peuple » opposé aux « élites ». Dans sa version de droite (celle qui est largement dominante dans l'espace européen), le populisme inclut également une très forte dimension xénophobe (voir la focalisation sur l'enjeu migratoire). Dans ce cadre, l'objet « Europe » est un objet idéal de clivage : mal connu des citoyens, au fonctionnement complexe, et susceptible d'être dénoncé comme le symbole de l'ingérence externe dans les systèmes nationaux et responsable de tous les maux. C'est la raison pour laquelle l'enjeu anti-européen est mis en avant de façon constante dans les stratégies de ces partis. Le clivage anti-européen *versus* pro-européen au regard de la construction européenne est devenu tellement prégnant au sein du Parlement européen et des systèmes politiques nationaux qu'il pousse les partis pro-intégration à adopter une stratégie défensive. Par conséquent, les débats internes au camp pro-intégration ont tendance à passer au second plan et cela favorise un clivage binaire pro/anti Europe.

En outre, les élections européennes ont historiquement favorisé des partis dits antisystèmes qui se fondent sur une stratégie populiste et protestataire. Ceci s'explique notamment en raison du mode de scrutin et du taux d'abstention élevé. Cela pose *in fine* la question même de la conception des élections européennes. Le désintérêt qu'elles suscitent repose entre autres sur son caractère non transnational puisqu'elles sont organisées sur une base nationale, avec des circonscriptions nationales ou régionales. Les débats européens sont vus au prisme des enjeux nationaux, faisant des européennes des élections de « second ordre ».

**Daniel Mouchard** rappelle les diverses entreprises visant à susciter l'intérêt : politiser les élections, mettre réellement en place le système du Spitzenkandidat, etc. Il conclut en soulignant l'idée que penser l'organisation de ce grand exercice démocratique, que sont les élections européennes, ne peut se faire sans une base authentiquement transnationale, des circonscriptions transnationales et une architecture institutionnelle qui permettent un réel débat à l'échelle de l'Union européenne.

Selon **Clémentine Forissier** ces élections de 2019 semblent s'accompagner d'un nombre considérable d'interrogations, bien plus nombreuses que pour les précédentes élections. Tout d'abord, le Brexit est un bouleversement énorme, notamment pour la France et les pays limitrophes. Plus encore, il force l'UE à se poser des questions sur son évolution, son action et sa vision futures une fois les États membres réduits à vingt-sept. Or, à ce stade, nul ne sait ce qui adviendra de l'accord de retrait et la manière dont vont précisément se structurer les futures relations commerciales, juridiques, etc. De nombreux États membres vivent également des changements profonds au sein de leur classe politique et il n'est pas aisé de prévoir la manière dont cela va se traduire lors des élections en mai prochain.

Selon l'experte, ce n'est pas tellement le clivage pro-intégration *versus* anti-intégration qui représente la plus grande menace au sein du Parlement. Les anti-intégrations agissent en fait

Mar.-19

comme un poids mort, plus qu'un réel obstacle à la possibilité de prendre des décisions et de légiférer, car ils sont actuellement répartis en trois groupes politiques et en désaccord sur de nombreux sujets. Le contexte politique actuel permettra-t-il à ces forces politiques de s'unir quitte à ce que, après les élections, les points de désaccord persistent et débouchent sur la formation d'un groupe politique peu actif sur le terrain des propositions ? La question se pose.

À cela s'ajoute une situation inédite : à trois mois des élections, la future majorité du parlement est incertaine tandis que la fin de la grande coalition PPE-SD devient probable. Comment se constitueront dès lors les majorités ? Les sondages actuels semblent montrer qu'au moins trois, voire quatre groupes seront nécessaires. Deux scénarios pourraient se présenter : un ralentissement dû à la difficile recherche d'accord entre ces groupes, et un manque de légitimité démocratique s'il s'agit d'une union de petits groupes minoritaires.

En France, un flou total entoure les têtes de liste, les programmes des partis et les éventuelles alliances. Seuls la France Insoumise et le Rassemblement national semblent déjà avoir avancé sur ces différents points et ont, dès lors, lancé leur campagne. Le Grand Débat repousse, ou en tout cas occultera, la campagne probablement au mois d'avril. **Clémentine Forissier** conclut sur le rôle des médias et le travail journalistique que cette campagne va demander au vu de l'utilisation massive et consciente des *fake news* par certaines personnalités politiques. Or, une fausse information, même démentie, continue d'être néfaste notamment en raison de la discréditation actuelle des médias. Beaucoup considèrent en effet la sphère journalistique comme « les élites des sachants » et leur reprochent, comme aux élites politiques, de ne pas s'adresser à la population.

**Shahin Vallée** part de quelques éléments de contexte essentiels à la bonne compréhension des enjeux liés à ces élections : nous vivons actuellement « l'après » crise financière et les répercussions de celle-ci sur le monde et l'Europe. Outre les crises économique et financière, nous faisons encore face à une crise politique profonde qui révèle deux fractures.

Tout d'abord, la crise de la zone euro a montré deux profonds dysfonctionnements et a éteint les deux moteurs de l'intégration que sont la *méthode des petits pas* de Jean Monnet et le *consensus permissif* défini par Habermas. Aujourd'hui, l'Europe ne peut fonctionner sans une ambition à long terme et sans un réel soutien populaire. Cette crise démocratique profonde, que désormais tous acceptent, n'a pourtant pas permis de faire émerger un projet concret pour réparer la fracture démocratique. Deuxièmement et en lien avec ce qui précède, l'Europe n'est pas en mesure de reculer ni d'avancer. L'idée véhiculée par le Brexit qu'un État peut mettre seul fin à l'intégration européenne est une idée faussement attrayante.

Les élections européennes se déroulent également dans un contexte de crise politique sous-jacente, de crise des deux grands pôles politiques stabilisateurs en Europe que l'on pourrait définir comme la droite et la gauche ou la sociale démocratie européenne et la démocratie chrétienne. Ces deux grandes familles politiques ne pourront conséquemment plus diriger l'Union européenne comme elles le faisaient depuis des décennies. À ce premier changement s'ajoute le

possible blocage d'une union des populistes, qui ne seraient pas non pour autant majoritaires.

En l'absence d'un réel projet et d'une force politique, nous risquons ce que **Shahin Vallée** qualifie de « *statu quo dégradé* » qui mènera - non pas à une crise politique immédiate - mais à un délitement progressif encourageant les votes contestataires au sein des États membres. Toutefois, la fragilité du système actuel peut être vue certes comme une menace mais également, comme une opportunité. Les cas d'*En Marche* en France ou du parti *Wiosna* (Le Printemps) mené par Robert Biedron en Pologne démontrent que de nouvelles dynamiques politiques peuvent émerger et prendre rapidement le pouvoir. En d'autres mots, il serait possible de voir apparaître de nouvelles forces pro-européennes dans certains États membres et par transitivité un changement politique de cette nature-là au niveau européen.

Enfin, certains thèmes apparaissent de plus en plus consensuels et permettraient de sortir de ce brouillard politique. Les questions environnementales, écologiques, la justice fiscale, la protection sociale des Européens sont autant de sujets autour desquels se forment des consensus — à droite comme à gauche — et parviennent à rassembler une majorité. **Shahin Vallée** conclut son propos sur les opportunités que le Brexit peut représenter pour l'Union européenne en forçant les autorités à repenser le système européen et son fonctionnement institutionnel. Dans ce contexte, les discussions autour des accords de sortie du Royaume-Uni doivent également être l'opportunité de discuter d'une future architecture de l'Union et de présenter un projet plus démocratique qui rassemblera les Européens.

### *Conversation*

La première question porte sur l'initiative qui consistait à transformer les 73 sièges britanniques laissés vacants dès le 31 mars, en une liste transnationale. Bien que défendue par le Président Macron, elle s'est avérée être un échec à la suite du vote au Parlement européen et la mise en place d'une coalition inhabituelle composée entre autres de députés pro-européens issus de petits États. En outre, **Shahin Vallée** rappelle qu'un débat s'est ouvert sur la possibilité de la tenue du scrutin européen au Royaume-Uni si la période de négociations du Brexit venait à s'étendre.

Un membre du public voit l'extraterritorialité du droit américain et le retrait américain de l'OTAN comme une chance pour les Européens de s'unir et s'affirmer sur la scène européenne. Selon **Shahin Vallée**, la brutalité du monde extérieur et le soutien plus fragile des États-Unis à l'UE pourraient en effet constituer une source de mobilisation forte pour les Européens. Si de significatives avancées sont à souligner, notamment en matière de défense, cette potentielle unification reste à ce jour limitée. **Clémentine Forissier** ajoute qu'un des principaux freins tient au fort attachement de certains pays européens à l'OTAN, ce qui affaiblit l'UE en ne lui permettant pas d'agir collectivement.

Dans ce contexte de l'UE dans le monde, **Édouard Gaudot**, l'un des problèmes de la politique commerciale européenne réside dans une dépolitisation qui cache des présupposés

Mar.-19

idéologiques - sa repolitisation est à la fois une bonne nouvelle et un défi pour la solidité des institutions.

Sur cette question de politisation et la naissance d'une Europe politique depuis Maastricht, une intervention souligne que, depuis 2008, on assiste à une réelle réappropriation du débat politique par les citoyens européens sur de nombreux sujets (politique d'austérité, glyphosate, l'Europe sociale, etc.). Pour **Daniel Mouchard**, l'Europe est devenue un réel objet politique de plus en plus identifié depuis le Traité de Maastricht lorsque le « consensus permissif » a laissé place au « dissensus contraignant ». Il tient toutefois à rappeler que face à la violence et aux conséquences dévastatrices de la crise de 2008, le niveau de mobilisation est resté pourtant très faible. Selon lui, c'est une politisation négative - par l'abstention et le vote protestataire - du système politique qui a véritablement joué le rôle fonctionnel de la mobilisation citoyenne. Il conclut selon l'idée que la mobilisation européenne reste trop souvent sporadique et sectorielle.

Face au climat politique actuel, un membre du public s'interroge sur le risque de voir arriver une dictature militaire dans un État membre et des éventuelles répercussions au niveau européen. Sur ce point, **Daniel Mouchard** estime ce scénario improbable. Toutefois, il est vrai que nous assistons à un phénomène de déconsolidation démocratique, comme c'est le cas en Hongrie. Le risque est alors de voir émerger d'autres démocraties dites illibérales ne résultant pas d'effondrements - en tant que tels - de la démocratie mais de baisses de soutien à la démocratie libérale, dans les opinions publiques. Cela engendre des zones grises entre la démocratie libérale et des formes qui tendent vers l'autoritarisme. Or, l'Union européenne ne dispose pas d'une capacité d'intervention suffisante pour faire sortir un État membre de cette zone d'ombre.